

Une gouvernance économique mondiale depuis le sommet du G 6 de 1975

L'idée de gouverner l'économie mondiale émerge à la fin de la Seconde Guerre mondiale à la conférence de Bretton Woods (1944), dont le but est d'éviter un retour aux désordres économiques et monétaires de l'entre-deux-guerres. A l'issue de cette conférence, deux organisations internationales sont créées, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, toutes deux chargées de faire fonctionner un nouveau système monétaire international, le Gold Exchange Standard. Désormais, la valeur des monnaies mondiales est déterminée par la valeur du dollar, elle-même fixée sur celle de l'or. Parallèlement, le commerce mondial est encadré par le GATT, l'Accord Général sur les Prix et le Commerce, signé en 1947. Même si elle subit de nombreuses critiques, la gouvernance issue des accords de Bretton Woods dure jusqu'aux années 1970, au cours desquelles un nouveau contexte économique impose de repenser les mécanismes et les institutions mis en place en 1944. Comment la gouvernance de l'économie mondiale a-t-elle été réorganisée à partir de 1975 ? Quelles évolutions a-t-elle connues et quelles oppositions a-t-elle rencontrées depuis cette date ?

I. Le temps des crises (1971-1991)

1. L'économie mondiale devient instable au début des années 1970

a) **Le Gold Exchange Standard disparaît à partir de 1971.** Depuis les années 1960, les États-Unis sont confrontés à la concurrence croissante des économies japonaise et européennes, qui entraîne un **déficit commercial** de plus en plus marqué, et ils sont affaiblis par la guerre du Vietnam, qui creuse un **déficit budgétaire** croissant. Le dollar est de ce fait fragilisé, à la fois par **l'inflation** (les Américains financent leurs déficits en faisant fonctionner la « **planche à billet** », c'est-à-dire en émettant toujours plus de monnaie) et par les **achats d'or** effectués par les États étrangers auprès de la Banque centrale américaine. Pour protéger sa monnaie nationale, Nixon décide en **août 1971**, de suspendre la **convertibilité du dollar en or**, qui est depuis 1944 le centre du système monétaire mondial. Cette décision unilatérale entraîne les autres monnaies dans **une instabilité inédite**. Pour y mettre fin, un accord signé **en 1976 à la Jamaïque** par les principaux pays industrialisés établit un système de « **changes flottants** » : il n'y a plus de parité fixe entre les monnaies, dont la valeur est désormais déterminée sur les marchés financiers. C'est la fin du système de Bretton Woods.

b) **Deux « chocs pétroliers » ébranlent durablement l'économie mondiale.** En **octobre 1973**, à la suite de **la guerre de Kippour**, les États membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole décident de **multiplier par quatre** le prix de leurs exportations et de restreindre le volume de leurs ventes aux pays industrialisés occidentaux, afin de punir ces derniers du soutien qu'ils apportent à Israël. En **1979-1980**, la réduction des exportations iraniennes, consécutive à la **révolution islamique** et au déclenchement de la **guerre avec l'Irak**, crée un deuxième choc qui amène le prix du baril de pétrole (qui n'était que de **2 dollars** avant 1973) à **40 dollars**. C'est la fin de la croissance forte des « Trente Glorieuses », en grande partie favorisée par une énergie à bon marché.

2. De nouvelles voies de coopération apparaissent pour faire face à ces crises.

a) **Les principaux États industrialisés d'économie capitaliste créent le G6 en 1975.** Alors que les institutions de Bretton Woods apparaissent impuissantes face aux désordres économiques et financiers, **les pays les plus riches** du bloc de l'Ouest s'organisent entre eux pour retrouver une certaine stabilité. Sous l'impulsion du président français Giscard d'Estaing, les chefs d'État et de gouvernement de la **France**, de la **RFA**, de **l'Italie**, du **Royaume-Uni**, des **États-Unis** et du **Japon** (qui, à eux seuls, produisent alors 50% de la richesse mondiale) se réunissent pour la première fois de manière informelle à **Rambouillet** en **1975**. Rejoints, à la demande des États-Unis, par le **Canada** en 1976, ils forment **le G7**, dont les sommets annuels coordonnent les politiques économiques des pays les plus riches et fixent des orientations qui engagent l'ensemble de l'économie mondiale. A partir des années 1980, ce nouveau directoire s'élargit à la **CEE**, puis à l'**Union Européenne** – les présidents du Conseil Européen et de la Commission Européenne assistent en tant qu'invités aux sommets du G7 – et à la **Russie**, qui, admise en 1997, est « **mise en congé** » de l'organisation en 2014 à la suite de l'annexion de la Crimée. Les sommets du G7 sont aussi l'occasion pour les chefs d'État et de gouvernement des pays les plus riches du monde de nouer des relations amicales.

b) **Les pays les moins développés cherchent à élaborer leurs propres réponses aux crises des années 1970.** Durement touchés par le ralentissement de l'économie mondiale après 1973, les pays du Tiers-Monde réunis depuis 1961 dans le **Mouvement des Non-Alignés** réclament la mise en place d'un « **Nouvel Ordre Economique International** » : celui-ci serait fondé sur une réforme de la gouvernance de l'économie mondiale et sur une refonte des règles du commerce mondial qui leur donnerait enfin **le contrôle des prix** des matières premières qu'ils exportent. La seule réponse positive qu'ils obtiennent de la part des pays les plus riches est la tenue à **Cancun en 1981** d'un « **sommet Nord-Sud** » associant les pays industrialisés occidentaux et les pays en développement, un sommet sans véritables résultats et surtout sans lendemains. Confrontés à une baisse continue des cours des matières premières, les pays du Sud doivent de plus en plus recourir à des prêts consentis par les pays du Nord, en se plaçant dans **une nouvelle forme de dépendance** vis-à-vis de ces derniers.

3. Les années 1980 sont marquées par le triomphe du libéralisme économique.

a) **L'impulsion est donnée par les États-Unis et le Royaume-Uni.** Alors que les décennies de forte croissance de l'après-guerre ont été marquées par une importante **intervention des États** dans leur économie, les années 1980 amènent au contraire ces pays à revenir aux principes du **libéralisme** le plus strict. Pour faire face au ralentissement de la croissance, le président américain **Ronald Reagan** (1980-1988) et le Premier ministre britannique **Margaret Thatcher** (1979-1990) prônent, au nom de la libre-concurrence, un **désengagement** complet de l'État, qui entraîne de nombreuses **privatisations**, une **déréglementation** des marchés et une **diminution des dépenses publiques**. A leur suite, l'ensemble des pays industrialisés adoptent cette politique – la France y est par exemple contrainte en 1983 – ce qui permet de parler, dans les années 1980, d'une « **révolution néolibérale** ». Si elle permet un retour relatif de la croissance, cette inflexion majeure n'empêche pas une forte augmentation du chômage.

b) **Le libéralisme économique gagne progressivement l'ensemble des économies mondiales.** Confrontés à une dette de plus en plus importante, un grand nombre de pays en développement se retrouvent en **cessation de paiement** au début des années 1980, lorsque les États et les banques des pays les plus riches cessent de leur accorder de nouveaux prêts. L'exemple le plus spectaculaire est celui du **Mexique** qui, en 1982, **suspend tous ses remboursements** envers ses créanciers. Pour faire face à cette crise majeure, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale acceptent de financer les pays les plus endettés, mais en leur imposant des « **plans d'ajustement structurels** », basés sur des réductions drastiques des dépenses publiques et sur une ouverture de leur marché aux produits et aux investissements étrangers. Très impopulaires dans les pays où ils sont appliqués, ces plans obligent les pays en développement à entrer dans ce qu'on appelle le « **consensus de Washington** », en convertissant leur économie aux règles de l'économie de marché. La même conversion est imposée, après 1989, aux anciens **pays d'économie socialiste** (Europe de l'Est et ex-URSS) qui adoptent, par une transition brutale surnommée la « **thérapie de choc** », une économie strictement libérale.

II. Quelle gouvernance économique pour la mondialisation actuelle ? (1991-)

1. La gouvernance économique mondiale devient plurielle après la fin de la Guerre froide.

a) **Des organisations internationales sont créées ou renouvelées à partir de 1991.** Les institutions issues de Bretton Woods augmentent le nombre de leurs membres, en même temps qu'elles élargissent leurs missions. L'**Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**, qui succède au GATT après la conférence de **Marrakech en 1995**, regroupe ainsi la quasi-totalité des États du monde (164 membres aujourd'hui) et fixe des règles pour l'ensemble des échanges internationaux de marchandises, mais aussi de services. D'autres institutions sont parallèlement contraintes de se renouveler à la suite de l'émergence **de nouvelles puissances** économiques, dont les principales forment le groupe des **BRICS** en 2009. L'action du G7 est ainsi complétée par celle du **G20**, qui associe les États les plus développés du Nord aux États émergents du Sud. Ce sont les pays du G20 (les deux tiers de la population mondiale, 80 % du commerce mondial et plus de 90 % du produit mondial brut) qui se mobilisent pour faire face à la crise financière de 2008. La mondialisation de l'économie suscite enfin de multiples organisations régionales, qui, comme le **Mercosur** (formé en 1991), l'**Union Européenne** (fondée en 1992), l'**ASEAN** (renouvelée en 1992) et l'**ALENA** (fondé en 1993) contribuent à l'accroissement des échanges mondiaux, tout en participant activement au fonctionnement des organisations internationales : l'Union Européenne, qui est le 20^{ème} membre du G20, est aussi représentée aux réunions de l'OMC, au même titre que l'ALENA ou l'ASEAN.

b) **Les États sont de plus en plus concurrencés par d'autres acteurs.** Depuis la révolution néolibérale des années 1980, une part croissante de la gouvernance économique mondiale est assurée par les **marchés financiers** (dont dépend en

particulier la valeur des monnaies), par les **banques centrales** – qui, comme la Banque Centrale Européenne et la FED (la banque centrale américaine) agissent indépendamment des États – ou par les **agences de notation** (comme Fitch, Standard and Poor's et Moody's), dont les décisions peuvent déstabiliser des entreprises ou des États. Les **firmer transnationales**, dont les stratégies s'imposent de plus en plus aux États, et les **organisations non-gouvernementales**, qui dénoncent les dysfonctionnements de l'économie mondiale, jouent également un rôle majeur dans l'organisation de la mondialisation. Le **Forum économique mondial** qui se tient tous les ans depuis 1971 à **Davos**, en Suisse et qui rassemble les chefs d'État les plus puissants de la planète, les représentants des principales organisations internationales, les dirigeants des principales FTN et des personnalités leaders de l'opinion mondiale, est la meilleure illustration d'une gouvernance économique devenue plurielle.

2. Mais cette nouvelle gouvernance économique est la cible de nombreuses critiques

a) Les altermondialistes deviennent dans les années 2000 ses principaux opposants. Regroupement d'associations aux finalités très diverses (Greenpeace, Attac ou la Confédération Paysanne), le **mouvement altermondialiste** multiplie les manifestations lors des sommets réunissant les dirigeants de la gouvernance économique mondiale : parfois violentes, comme à **Seattle en 1999** en marge d'un sommet de l'OMC ou à **Gênes en 2001** en marge du sommet du G8, ces manifestations permettent aux altermondialistes de dénoncer les dégâts économiques, sociaux et environnementaux de la mondialisation actuelle et de réclamer une plus grande place pour les sociétés civiles dans la prise de décisions qui engagent l'ensemble de l'économie mondiale. C'est dans ce but qu'est mis en place à partir de 2001 un **Forum social mondial** qui réunit tous les ans ou tous les deux ans les organisations altermondialistes du monde entier dans une ville d'un pays du Sud et qui se présente comme une alternative (« **un autre monde est possible** ») au Forum de Davos et aux autres institutions de la gouvernance mondiale.

b) Plus généralement, la gouvernance de l'économie mondiale est contestée pour sa faible efficacité. Depuis longtemps accusées d'être les **instruments de la domination** des pays plus développés sur le reste du monde, les organisations internationales sont aussi dénoncées pour **la faible transparence** de leur fonctionnement et pour **leur incapacité** à prévoir et à résoudre les crises qui, comme en 2008, ébranlent la stabilité de l'économie mondiale. En dépit de nombreuses **tentatives de réformes** de leur fonctionnement, ni le G7 ou le G20, ni le FMI ni la Banque Mondiale ni l'OMC ne parviennent à apparaître comme des institutions à la fois **incontestables, légitimes et efficaces**.